

## Une grille de lecture des programmes de relance budgétaire en Europe

Pour apprécier la pertinence des programmes de relance budgétaire en Europe, nous proposons d'utiliser comme critères :

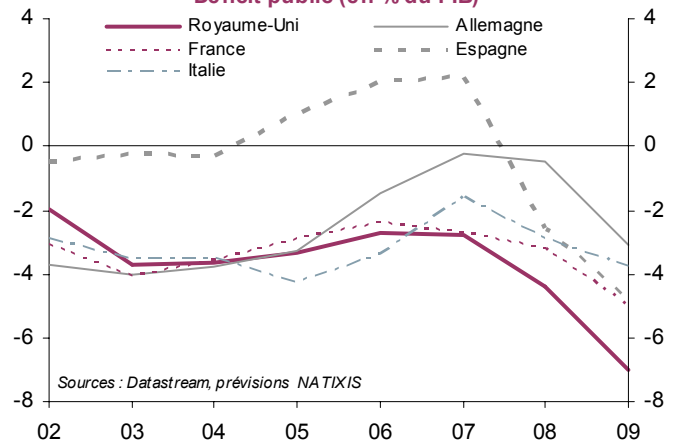
- 1. Un critère de taille :** la hausse du déficit public correspond-elle à la baisse de la dépense privée ou de l'endettement privé ?
- 2. Un critère d'efficacité :** quelle partie du déficit correspond-elle à des transferts de revenus aux ménages, quelle partie à une hausse directe des dépenses publiques (infrastructures...), le risque étant que les ménages épargnent le supplément de revenu ?
- 3. Un critère de coopération,** qui est beaucoup moins souvent évoqué : le déficit public est-il favorable aux autres pays européens (externalité budgétaire positive) ou est-il défavorable (externalité budgétaire négative avec une politique budgétaire non coopérative) ?

### 1. Critère de taille

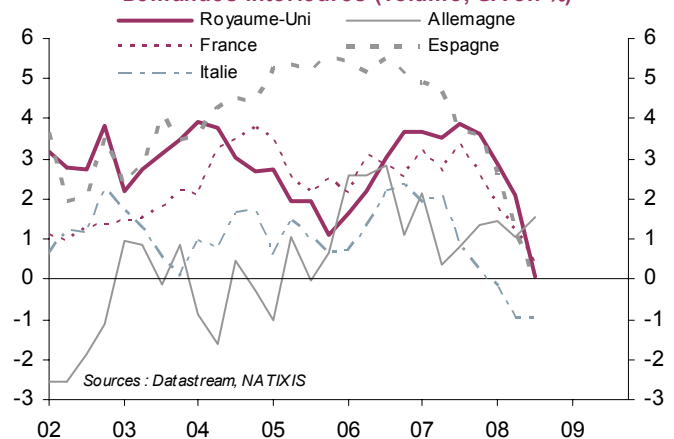
On souhaite que **la hausse des déficits publics**, entre 2007 et 2009, **corresponde à peu près à la baisse de la dépense intérieure privée ou de l'endettement privé**. Ceci permettrait d'annuler l'effet sur l'activité du recul de la demande intérieure ou de la dette privée. Nous regardons les situations de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne, du Royaume-Uni.

De 2007 à 2009, **le déficit public est accru de 7 points de PIB en Espagne, 3 points de PIB en Allemagne, 2 points de PIB en Italie et en France, 4 points de PIB au Royaume-Uni (graphique 1)** ; la perte de demande intérieure (**graphiques 2a-2b-2c**) est d'environ 6 points de PIB en Espagne, 2 points de PIB en Allemagne, 3 points de PIB en Italie et en France, 4 points de PIB au Royaume-Uni ; le freinage du crédit aux ménages et aux entreprises (**graphiques 3a-3b**) n'existe pas en Allemagne, représente 6 points de PIB au Royaume-Uni, 12 points de PIB en Espagne, 5 points de PIB en Italie, 2,5 points de PIB en France.

**Graphique 1**  
Déficit public (en % du PIB)

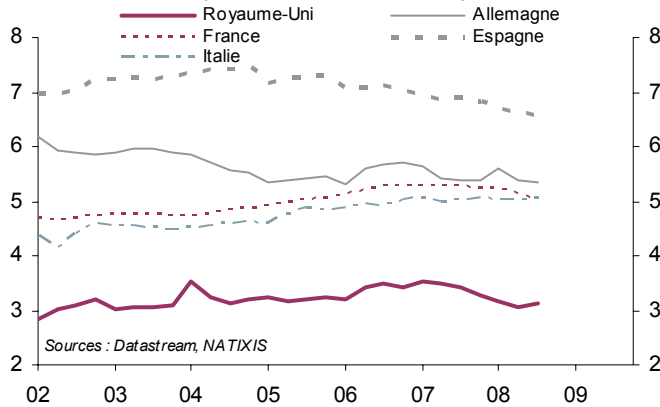


**Graphique 2a**  
Demandes intérieures (volume, GA en %)



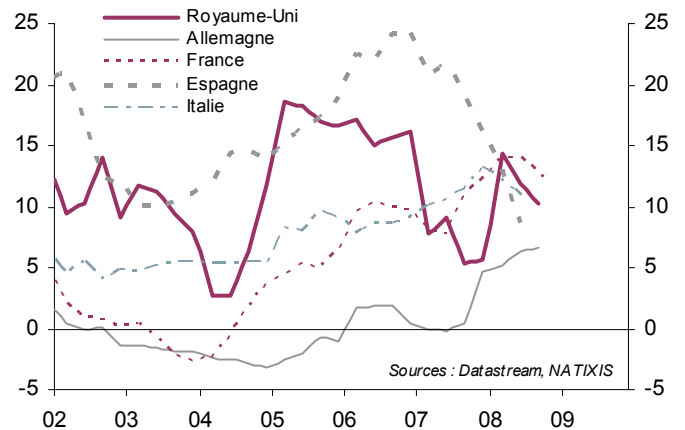
Graphique 2b

Investissement logement des ménages (en volume, en % du PIB)



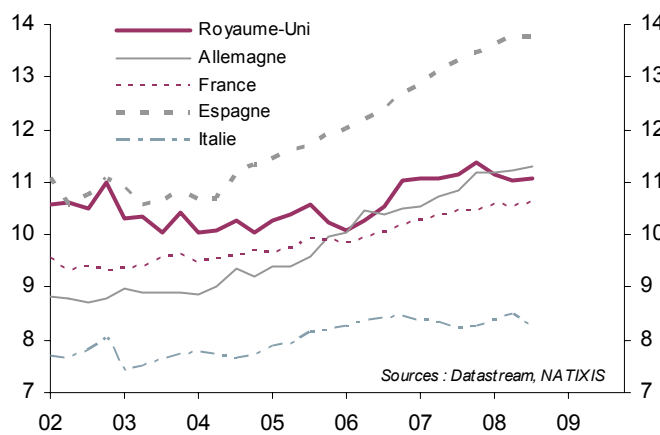
Graphique 3b

Crédits bancaires aux entreprises (GA en %)



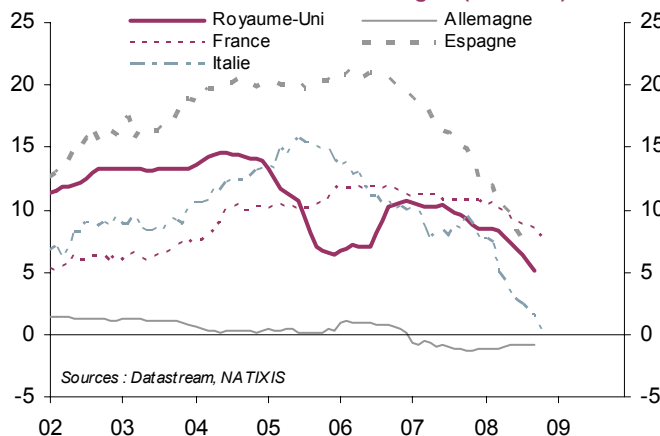
Graphique 2c

Investissement productif (volume, en % du PIB)



Graphique 3a

Crédits bancaires aux ménages (GA en %)



Ceci montre que la taille des programmes de relance budgétaire est à peu près correctement qualifiée, avec un risque de léger sous-dimensionnement en Espagne et en Italie.

2. Critère d'efficacité

Le risque est le suivant : si le secteur privé veut (doit) se désendetter (graphiques 3a-3b plus haut), transférer du revenu au secteur privé (il s'agit surtout des ménages) peut conduire simplement à une hausse de l'épargne, pas à une hausse de la demande.

Il paraît donc préférable dans cet environnement que les Etats accroissent leurs dépenses directes (investissements en infrastructures, en économies d'énergie...) plutôt que de transférer des revenus (par des prestations accrues, des baisses d'impôts...) aux agents économiques privés.

Les tableaux 1a à 1e (voir en annexe) montrent la composition des plans de relance.

La part du soutien au revenu des ménages est de :

- 75% au Royaume-Uni ;
- 11% en France ;
- 60% en Italie ;
- 35% en Espagne ;
- 42% en Allemagne.

Le plan britannique risque donc d'être très inefficace.

### 3. Critère de coopération

Si les politiques de relance budgétaire sont coordonnées, elles sont définies de manière à générer des **externalités positives** : le déficit public d'un pays accroît la production des autres pays européens.

Ceci est le cas si la politique soutient les dépenses publiques (infrastructures) ou des ménages (baisses des impôts sur les ménages). **Mais on peut imaginer que certaines formes de déficit public génèrent des externalités négatives** : c'est le cas par exemple des baisses des charges sociales des entreprises ou de prêts à taux favorables aux entreprises qui

accroissent la compétitivité du pays au détriment de celle des autres pays européens.

**Les tableaux 1a à 1e montrent que les déficits qu'on peut appeler non coopératifs (baisse des charges, bonification de prêts aux entreprises) représentent, en % du total des plans de relance :**

- 12% en Allemagne ;
- 48% en France ;
- 15% en Italie ;
- 15% en Espagne ;
- 13% en Allemagne.

**Tableau 1a**  
**Royaume-Uni : plan de relance budgétaire**

	En Mds £
Total du Stimulus annoncé lors du dernier prebudget report	20
Soutien total à l'économie	25
Investissements en infrastructures	3,0
Baisse des impôts sur les ménages (ne fait pas partie du package pre-budget report)	3 <sup>(*)</sup>
Aides aux ménages (emploi et remboursement des crédits)	3,6
Baisse des impôts sur les entreprises (ne fait pas partie du package pre-budget report)	1,5
Baisse de TVA de 17,5% à 15%	12,5
Aides aux PME	1,5

(\*) Depuis le début de l'année 2008  
Source : Natixis

**Tableau 1b**  
**France : plan de relance (2009)**

	Mds €	% PIB
Soutien des trésoreries d'entreprise (remboursement anticipé de créances fiscales...)	11,4	0,58%
Investissement public (infrastructures)	6,5	0,33%
Investissement quasi-public (SNCF, EDF, RFF...)	4	0,21%
Politique de l'emploi (exonérations de charges TPE...)	1,2	0,06%
Pouvoir d'achat (prime de solidarité active)	0,8	0,04%
Autres (logement, automobile...)	2,1	0,11%
Total	26	1,3%

Source : Natixis

**Tableau 1c**  
**Italie : coût des différentes mesures (plan de relance, en millions €)**

Soutien direct aux ménages (bonus, social card, prime à la naissance, essentiellement sur 2009)	2500
Plafonnement des prêts immobiliers aux primo-accédants (2009)	entre 250 et 350
Gel des tarifs péages autoroutiers (2009)	87
Mesures fiscales pour les ménages et entreprises (2009, 2010 et 2011)	1800
Création d'un fonds d'investissement pour le transport ferroviaire (aux 2/3 pour 2009, le reste pour 2009,2010 et 2011)	1500
Total	entre 6137 et 6237

Source : Natixis

**Tableau 1d**  
**Espagne : mesures avec un impact direct sur le budget**

Budget 2008	Mds €		% PIB	PIB(Mds €)
Avant élections : mesures décidées en 2007, impactant le PLF 2008	9 703			1 098
- Baisse du barème de l'impôt et hausse des plafonds de ressources personnelles et familiales et hausse du plafond pour revenu du travail		940	0,09	
- effet de la réforme 2007 sur l'IRPP en 2008		1 889	0,17	
- Aide en faveur des naissances ou adoption		1 192	0,11	
- Aide en faveur des locataires à faible revenus		350	0,03	
- Baisse de 2,5 points de l'IS		5 332	0,49	
Nouvelles dépenses PLF 2008	1 245			
- Aide au logement des jeunes		436	0,04	
- Aide au développement		809	0,07	
Après élections : Correctif budgétaire	2 000			
- Service public de l'emploi		2 000	0,18	
Plan de relance I (décidé au printemps après les élections législatives)	9 601			
- Réduction de 400€ d'impôts pour tous les contribuables et travailleurs indépendants soumis à l'IRPF.		5 400	0,49	
- Plan de suivi individualisé des nouveaux chômeurs.		201	0,02	
- Augmentation du fond du Trésor public pour la garantie de la titrisation des crédits accordés aux PME.		2 000	0,18	
- Augmentation du fond de l'ICO (Instituto Oficial de Credito) pour garantir les opérations de titrisation des crédits hypothécaires accordés aux ménages accédant à la propriété d'un logement social.		2 000	0,18	
Plan de relance III (décidé le 28 novembre)	10850		1,0	
- Financement d'équipements publics nouveaux réalisés par les communes		8000		
- Aide à l'industrie automobile		800		
- Environnement		600		
- R&D		500		
- Financement complémentaire des aides aux personnes dépendantes		400		
- Réhabilitation de casernes, commissariats et logements		520		
- Tourisme social		30		
<b>Total nouvelles dépenses 2008</b>	<b>22 549</b>		<b>3,0</b>	

Budget 2009	Mds €		% PIB	PIB (Mds €)
Plan de relance I (décidé au printemps après les élections législatives)	7 800		0,7	1 117
- Suppression de l'impôt sur le patrimoine.		1 800	0,2	
- Procéder au remboursement mensuel de la TVA.		6 000	0,5	
Plan de relance II (décidé le 3 novembre 2008)				
- mesures en faveur de l'emploi (diverses exonération et prime à l'embauche pour l'embauche de chômeurs avec charge de famille en CDI)		170	0,0	
<b>Total nouvelles dépenses 2009</b>	<b>7 970</b>		<b>0,7</b>	

Source : Natixis

**Tableau 1e**  
**Prévisions du déficit public allemand en 2009 et 2010**

	En Mrd EUR		En % de PIB	
	2009	2010	2009	2010
Déficit de l'année précédente	-10,0	-76,1	-0,4%	-3,0%
Variation cyclique du déficit	-33,0	0,0	-1,3%	0,0%
Augmentation des allocations parentales	-2,3	-2,1	-0,1%	-0,1%
Baisse des cotisations chômage	-4,0	-3,2	-0,2%	-0,1%
Remboursement de l'exonération fiscale sur les transports	-2,5		-0,1%	
Plan de relance 1	-2,6	-5,7	-0,1%	-0,2%
Déduction fiscale des travaux à l'habitat		-0,9		0,0%
Introduction du taux dégressif d'amortissement	-1,9	-4,3	-0,1%	-0,2%
Règles d'amortissement spécifiques pour les PME	-0,2	-0,4	0,0%	0,0%
Suppression temporaire de la vignette auto	-0,4	-0,1	0,0%	0,0%
Plan de relance 2	-21,8	-24,5	-0,9%	-1,0%
Aménagement des barèmes de l'impôt sur le revenu	-3,0	-6,0	-0,1%	-0,2%
Dépense publique d'investissement	-9,0	-9,0	-0,4%	-0,3%
Réduction des cotisations santé	-3,0	-6,0	-0,1%	-0,2%
Prime à la casse	-1,5		-0,1%	
Bonus enfant	-1,8		-0,1%	
Aides parentales aux chômeurs de longue durée	-0,5	-0,5	0,0%	0,0%
Politique de l'emploi	-3,0	-3,0	-0,1%	-0,1%
<b>Total</b>			<b>-3,0%</b>	<b>-4,4%</b>

Source : Natixis